



La croissance non économique

Par Peter Victor*

OCTOBRE 2012

(Cet article a fait l'objet d'une première publication sur le site de la revue [Canadian Dimension](#))

Introduction

L'idée que l'économie ne puisse pas continuer à croître indéfiniment – ou que la croissance ne puisse durer plus que quelques générations – est une idée aussi vieille que la science économique. Les économistes classiques – Smith, Ricardo et bien sûr Malthus – ont chacun expliqué pourquoi ils pensaient qu'un jour la population humaine finirait par dépasser la capacité de la nature à fournir bien plus que la seule subsistance. Mais l'ère de croissance économique sans précédent qui s'ouvrit au début du XIXe siècle relégua ces réserves au second plan. Si la plupart des doutes quant à la longévité de la croissance furent dissipés, ils ne disparurent pas totalement pour autant.

Ces préoccupations refirent surface au milieu du XXe siècle dans les écrits d'économistes comme Boulding, Mishan, Georgescu-Roegen et Daly. Plus précisément, l'idée qu'il pourrait y avoir des limites à la croissance a fait son entrée dans le débat public en 1972 avec le livre *Halte à la croissance ?* rédigé par Meadows et une équipe de chercheurs.

En 2008, grâce à 30 ans de données collectées, le chercheur Graham Turner est parvenu à montrer que parmi tous les scénarios examinés dans ce petit livre (dont l'influence fut grande), celui qui correspondait le mieux aux données était celui du « business as usual » aussi appelé « trajectoire standard ». Dans ce scénario, qui ne suppose aucun changement majeur dans les relations physiques, économiques ou sociales, la croissance économique s'interrompt brutalement au milieu du XXIe siècle.

Par ailleurs, l'idée selon laquelle une croissance économique infinie peut être tout aussi bien indésirable qu'irréalisable n'est pas nouvelle non plus. Elle s'inscrit dans une longue lignée de réflexions qui débuta, il y a au moins 160 ans, avec la contribution de John Stuart Mill sur l'état stationnaire. Mill expliquait que pour tout un ensemble de raisons sociales, économiques, environnementales et spirituelles, il espérait que « pour le bien de la postérité... [les êtres humains] se contenteront d'un état stationnaire, bien avant que la nécessité ne les y oblige ». Malgré l'influence que son livre [*Principes d'économie Politiques*, 1873] eut sur le développement de la science économique le chapitre, d'où fut tirée cette citation, fut largement ignoré pendant plus d'un siècle.

Herman Daly, sans doute l'un des économistes les plus prolifiques et perspicaces de ces 40 dernières années à avoir écrit sur la fin de la croissance économique, s'est appuyé en grande partie sur le travail

* Peter Victor est économiste. Il travaille sur les questions de l'environnement depuis plus de quarante ans comme consultant, universitaire et fonctionnaire.

de Mill lorsqu'il a forgé le terme de « croissance non économique » : la croissance qui, au-delà d'un certain seuil, cause plus de mal que de bien.

Une croissance à rendements décroissants ?

Comme l'explique H.Daly, l'idée qu'une activité économique, de production ou de consommation, puisse dépasser une taille critique constitue un des principes fondamentaux de la microéconomie. Cette taille critique correspond au point d'équilibre optimal, celui où le bénéfice marginal et le coût marginal s'égalisent. On trouve ce principe dans n'importe quel texte d'introduction à l'économie puisqu'il est au fondement de la maximisation des profits du secteur privé. Mais on le retrouve aussi dans la méthodologie de l'analyse coût-bénéfice souvent utilisée pour orienter les décisions publiques.

Cependant, quand il s'agit de macroéconomie, aucun principe de limitation n'est censé s'appliquer. Apparemment il y aurait un niveau optimal pour chaque composante de l'économie, mais pas pour leur somme. S'agit-il d'une contradiction logique ? Peut-être pas. On pourrait par exemple faire valoir – en se fondant sur des arguments communément admis – que limiter la taille de l'économie réduirait les opportunités des acteurs économiques, ou encore qu'une augmentation de la taille de la « macroéconomie » signifierait plus de ressources, plus de possibilités, plus de choix et surtout, plus de bien-être. Ceci serait tout à fait logique si l'économie était un système complètement indépendant, capable de se développer sans limite. Mais ce n'est pas le cas. L'économie n'est qu'une sphère incluse au sein de la société, elle-même enfermée dans les systèmes naturels de la biosphère. En outre, toute économie repose sur un flux de matière et d'énergie interne au processus productif (le *throughput* une autre notion de Daly) : toute activité économique extrait des matières et de l'énergie, les utilise pour créer de la valeur économique, et s'en débarrasse sous forme dégradée en les rejetant dans la biosphère : dans l'air, l'eau, la terre et même sous terre. Les individus, les entreprises et les gouvernements doivent apprendre à fonctionner dans les limites de la macroéconomie, et la macroéconomie à fonctionner dans les limites de la nature.

La question de savoir si ces limites sont réellement contraignantes ou non, relève de l'analyse empirique. Une économie en croissance, en particulier si elle est accompagnée – comme c'est souvent le cas – par une croissance démographique, rencontre-t-elle des limites à la disponibilité des ressources ? Se confronte-t-elle aux limites de capacité de la biosphère pour assimiler les déchets ? Atteint-elle un point où la croissance économique compromet le bien-être plutôt qu'elle ne l'augmente ? En d'autres termes, la croissance est-elle devenue non économique ? Il y a évidemment ici de la place pour des arguments contradictoires « de bonne foi » tout simplement parce qu'il existe de nombreuses économies, au sein desquelles des personnes vivent et travaillent dans des conditions très différentes les unes des autres. Il n'y a donc pas de réponse unique et pertinente pour tous. La controverse est aussi possible car pour répondre à cette question la plupart des données mises à notre disposition sont recueillies par des institutions privées et publiques dont l'objectif principal demeure la croissance. Pourtant tout laisse à penser que les économies – en particulier les économies développées – sont entrées dans une ère de croissance non économique.

La question des ressources

Considérons tout d'abord la question des ressources. La plupart des ressources utilisées par les économies en croissance sont achetées et vendues sur les marchés. En conséquence la majorité des économistes estime que si des pénuries se profilaient à l'horizon, elles seraient signalées par la hausse des prix. Cette hausse, réelle ou présumée, aurait nécessairement pour effet d'inciter les agents à utiliser les ressources de manière plus efficace, ce qui se traduirait par davantage d'exploration, le développement de nouvelles sources d'énergie et de nouvelles technologies ou encore le remplacement des sources d'énergie qui se tarissent par des substituts. Mais la flambée des prix des matières premières (avant la grande dépression) liée à l'expansion économique des BRIC



(Brésil, Russie, Inde, Chine) de ces vingt dernières années, ainsi qu'à la mondialisation croissante de l'approvisionnement en ressources, a largement remis en cause ce point de vue optimiste. L'entrée en récession d'un grand nombre d'économies a certes engendré un retour à la baisse du prix des matières premières, mais il y a de bonnes raisons de croire que tout ceci n'est que temporaire : si la croissance économique mondiale reprend, les prix de ces ressources augmenteront de nouveau et de façon très rapide. En effet, pour tenter de faire face à une demande croissante, des sources de plus en plus difficiles d'accès et coûteuses à extraire sont exploitées. Il est probable que la hausse continue du prix des matières premières ait des effets désastreux et finisse par mettre un coup d'arrêt brutal à la croissance. Cela risque aussi d'être une mauvaise nouvelle pour les pays les plus pauvres, dont la croissance sera entravée, et qui ne sont pas encore à même de rivaliser avec les pays riches qui, comme nous le verrons, sont entrés dans une phase de croissance non économique.

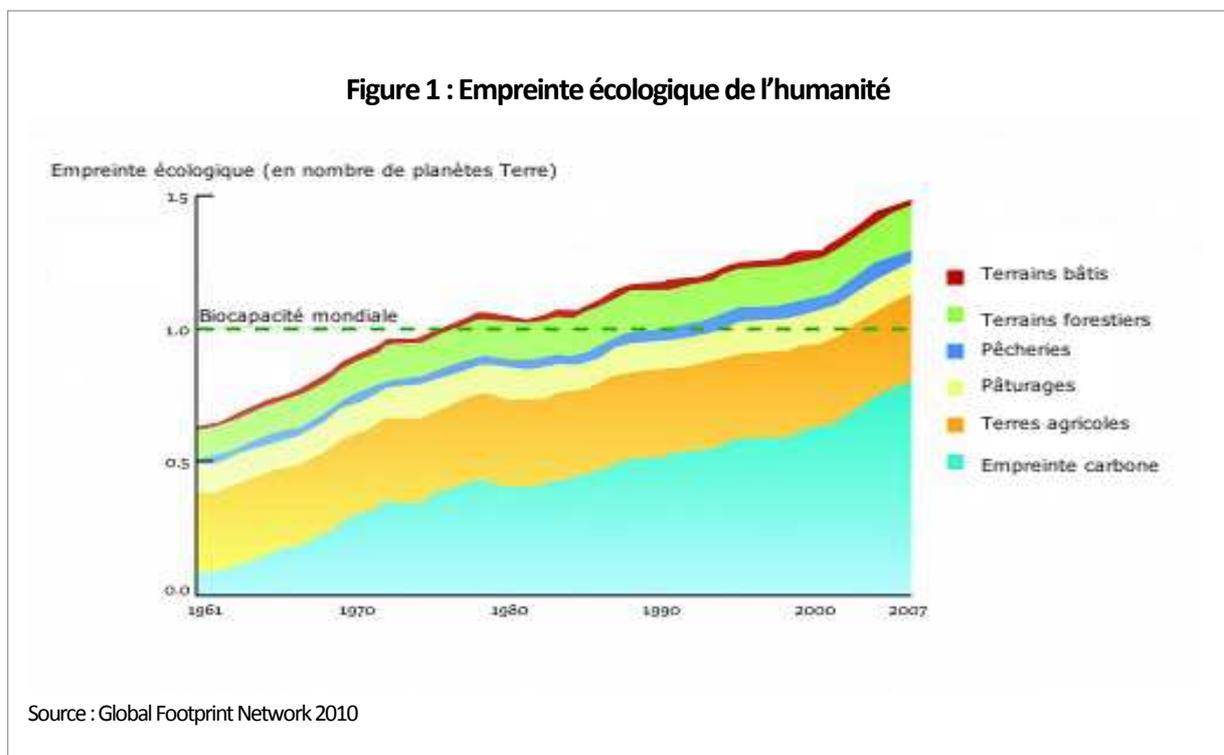
On voue aujourd'hui un intérêt considérable aux « services écosystémiques », un terme qui fait référence aux multiples fonctions remplies par les écosystèmes et dont les humains bénéficient directement et indirectement. Ces services comprennent des activités essentielles telles que la pollinisation, la lutte contre les inondations, la photosynthèse et la purification de l'eau. La plupart d'entre eux ne se prête pas aux transactions de marché, car personne ne peut être exclu de leur utilisation. Par conséquent, il est difficile, voire impossible, d'établir des droits de propriété sur ces services. Or, le marché ne peut pas fonctionner sans droits de propriété transférables puisque ce sont ces droits qui sont échangés sur les places financières. Sans marché, il ne peut non plus y avoir de prix à même de signaler la rareté croissante de ces services (et donc de stimuler, comme il est prévu en théorie, des réponses capables d'atténuer leur dégradation). La perte de services écosystémiques peut rendre la croissance non économique, si la valeur des services écosystémiques passés excède les bénéfices de n'importe quelle activité qui a causé sa perte. Et c'est là que le hic. Pour obtenir des ressources pour lesquelles il existe un prix de marché et pour lesquels des bénéfices et des droits peuvent être perçus, il est devenu nécessaire d'accéder à des sources très éloignées, plus difficiles à trouver aussi et dont les ressources sont laborieuses à extraire et à transporter : ce qui est plus risqué et donc plus coûteux. Ce faisant, des services éco-systémiques sont détruits. Par exemple, il arrive que des espèces maritimes disparaissent quand les forages pétroliers au-dessous des fonds marins se passent mal ; que les cimes de montagnes soient détruites par l'extraction minière à ciel ouvert du charbon ; ou encore que des lacs toxiques se forment et des forêts soient détruites suite à l'exploitation de sables bitumeux. Toutes ces activités, qui résultent d'une recherche farouche de croissance économique, engendrent une érosion des services écosystémiques

L'une des évaluations les mieux documentées de la pression anthropique sur la biosphère est l'estimation de l'appropriation humaine des produits nets de la photosynthèse, ou HANPP. La HANPP évalue la diminution de la biomasse retournant vers l'écosystème, consécutive d'une part à la conversion des terres (urbanisation, déforestation à destination de l'agriculture) et d'autre part au prélèvement de biomasse (alimentation énergie, construction). Cette bio-masse – prélevée ou non produite – et l'énergie qu'elle représente ne sont ensuite plus disponibles pour les écosystèmes. Les estimations mondiales de HANPP varient considérablement en raison des différences de définition entre pays et des bases de données utilisées. Il existe également de grandes différences entre région monde du fait de la diversité des niveaux et des structures de production. HK Haber et al. estiment néanmoins la HANPP mondiale à 24%, un taux qui diminue d'autant le montant des produits nets de la photosynthèse disponibles pour les millions d'espèces avec lesquelles les humains partagent la planète. Rien d'étonnant donc à ce que plusieurs estimations indépendantes considèrent qu'avec l'accélération de l'érosion de la biodiversité nous sommes entrés dans l'ère de la sixième extinction de masse de l'histoire de la planète. Voilà encore un autre indicateur prouvant le caractère non économique de la croissance de certains pays, puisqu'elle produit des impacts négatifs sur l'ensemble de l'espèce humaine, et plus largement sur toutes les espèces mammifères de la planète. Comme l'explique de nombreux scientifiques, l'érosion de la biodiversité constitue l'un des trois franchissements des frontières planétaires de « l'espace de fonctionnement sécurisé pour

l'humanité » (Rockstrom 2009)¹. Les deux autres frontières sont celles du changement climatique et du bouleversement du cycle d'azote, qui s'accompagnent désormais d'autres menaces mondiales (toutes liées à la croissance économique et démographique). Les frontières planétaires qui définissent cet « espace de fonctionnement sécurisé pour l'humanité » définissent des niveaux au-delà desquels l'inversion des tendances climatiques serait probablement impossible. En aucun cas, les activités économiques ne doivent dépasser ces frontières. Toute croissance économique qui nous emmènerait au-delà de ces limites serait très probablement non économique. Ceux qui nous y conduiraient devraient au moins comprendre qu'il leur incombe de démontrer que cette croissance en vaut vraiment la peine, car la charge de la preuve ne doit pas retomber sur ceux qui recherchent des alternatives.

Le dépassement de la biocapacité

On parvient parfois à mieux comprendre certaines questions complexes en les abordant sous un nouvel angle. Trois graphiques, tous issus d'études indépendantes les unes des autres, tendent à prouver que la croissance économique serait devenue non-économique, en particulier dans les économies riches. La figure 1 montre qu'à compter de 1975 environ, l'empreinte écologique mondiale, qui mesure la pression anthropique sur les ressources naturelles et les services écosystémiques, a dépassé la biocapacité² mondiale et que l'écart entre ces deux indicateurs ne cesse de s'accroître.



¹ Les frontières planétaires délimitent « l'espace de fonctionnement sécurisé pour l'humanité », plus simplement dit, l'espace où un développement durable et la viabilité de l'espèce humaine sont assurés. Une fois ces frontières franchies, il existerait un risque « irréversible et brutal de changement climatique ». Les chercheurs ont dénombré 9 frontières planétaires dont 3 auraient déjà été franchies.

² « La biocapacité d'une zone biologiquement productive donnée désigne sa capacité à générer une offre continue en ressources renouvelables et à absorber les déchets découlant de leur consommation. Si l'empreinte écologique d'une zone est supérieure à sa biocapacité, alors cette zone n'est pas utilisée de manière durable. » Source : <http://www.greenfacts.org/fr/glossaire/abc/biocapacite.htm>

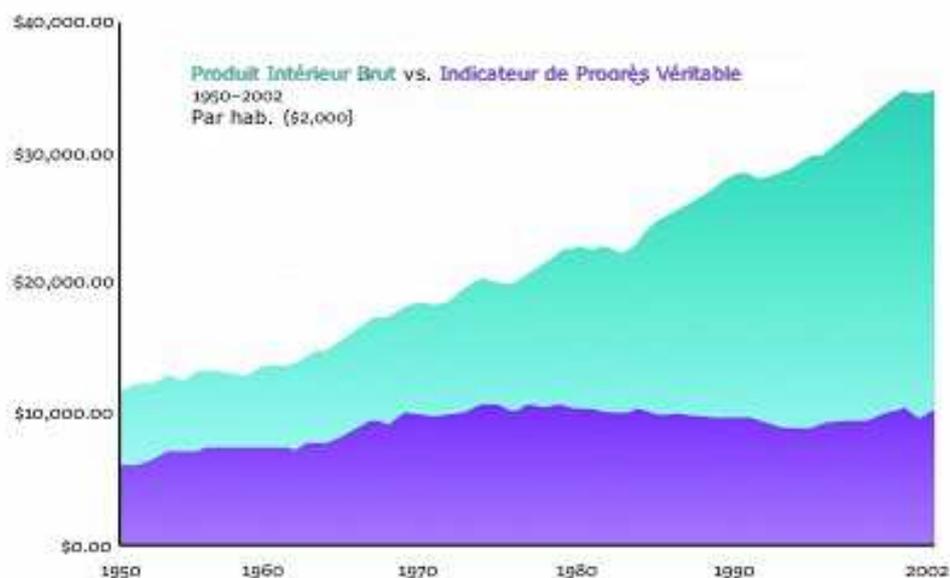


Il existe des différences considérables d'empreintes écologiques totales (ou par habitant) entre pays. Il existe également des différences considérables quant à la biocapacité disponible dans chaque pays. Le Canada est l'un des rares pays développés à réaliser des essais écologiques de biocapacité. Mais cet excédent de biocapacité ne permet pas aux Canadiens de prendre en charge plus de croissance économique sur leur territoire, car il est déjà utilisé pour absorber une partie de la consommation mondiale. Il s'agit d'une caractéristique importante et distinctive de l'empreinte écologique : c'est une mesure de l'utilisation mondiale de la biocapacité d'une personne, d'une ville, d'une région, d'un pays, d'un monde.

Redéfinir le progrès

La figure 2 compare le PIB réel (corrige de l'inflation) par habitant des Etats-Unis avec l'Indicateur de Progrès Véritable (IPV). L'augmentation réelle totale (ou par personne) du PIB constitue la mesure conventionnelle de la croissance économique. Pour des raisons aujourd'hui bien connues, le PIB est un piètre indicateur du bien-être. Il n'a d'ailleurs jamais été conçu dans ce but. Alors que sont intégrées à son calcul les dépenses consacrées aux produits qui n'augmentent pas le bien-être, les dépenses publiques et individuelles consacrées à la dépollution, ou encore les dépenses militaires, la valeur du travail non-rémunéré en est par exemple exclue. De même aucun ajustement à la baisse n'est prévu en cas de dégâts environnementaux, d'épuisement des ressources naturelles, ou d'accroissement des inégalités. L'IPV vient corriger le PIB en prenant en compte ces phénomènes et d'autres lacunes encore, de façon à mesurer plus de manière plus significative le bien-être. La figure 2 montre qu'aux Etats-Unis le PIB par personne et l'IPV par personne ont évolué dans le même sens de 1950 jusqu'au début des années 1970, après quoi ils ont divergé. Le PIB par habitant a continué d'augmenter tandis que l'IPV par personne s'est stabilisé ou a diminué, ce qui indique que la croissance de l'économie américaine est devenue non économique. Ce type de tendance a été constaté, avec quelques légères différences, dans un grand nombre d'autres pays pour lesquels l'IPV ou son double (l'Indice du Bien-être Economique Soutenable) a été estimé. Ce qui est frappant c'est la très grande ressemblance entre la figure 2 et la figure 1. L'IPV diverge du PIB à peu près au même

Figure 2 : PIB et IPR des Etats-Unis.



Source : Redefining Progress (2007)

moment où l'empreinte écologique globale commence à dépasser la biocapacité globale. Comme l'économie américaine représente au moins 25% de la production économique et de la consommation mondiales, il y a peut-être dans ce phénomène davantage qu'une simple coïncidence.

Sommes-nous plus heureux quand nous sommes plus riches ?

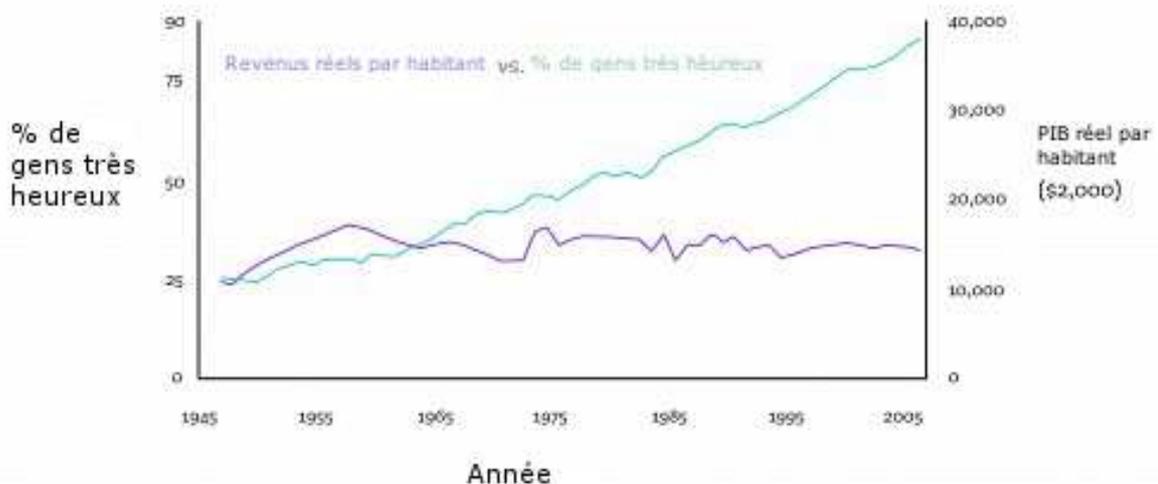
La figure 3 compare le revenu américain par habitant au pourcentage d'Américains qui se considèrent comme « très heureux ». Encore une fois, la similitude entre ce graphique et le graphique de l'IPV par habitant est frappante.

Elle vient renforcer l'idée que pendant plus d'un quart de siècle la croissance américaine n'a que peu voire pas du tout contribué à l'amélioration du bien être de la population américaine. Quand on considère l'impact de cette croissance sur la planète, la suspicion de son caractère non économique devient de plus en plus forte.

Si cette évaluation de la croissance non économique s'appuie certes très fortement sur des données américaines, elle nous semble néanmoins valable, étant donné que ce pays possède la plus grande économie du monde et un des revenus moyens les plus élevés par habitant. Par conséquent, il est logique que la croissance non économique émerge d'abord aux États-Unis.

C'est aussi en outre le pays qui a été le plus étudié et qui offre certaines des données à même de faire cette évaluation. Il n'existe pas de données équivalentes pour le Canada bien que l'Indice Canadien du Bien-être récemment publié (Canadian Index of Well-Being, CIW) montre que si le PIB par habitant a augmenté de 31% entre 1994 et 2008, le CIW n'a augmenté que de 11%.

Figure 3 : Revenu et bien-être aux États-Unis



Source : Victor (2008)

Découplage ?

Il existe suffisamment de preuves pour conclure que si nous voulons revenir au sein de « l'espace de fonctionnement sécurisé pour l'humanité », alors nous devons réduire la pression anthropique sur la biosphère. De même, si nous voulons assumer nos responsabilités vis-à-vis des autres espèces, nous devons aussi réduire notre utilisation de la terre et de l'eau afin de diminuer notre pression sur leur



espèce habitable. L'idée de justice environnementale exige aussi que les pays les plus riches prennent les devants en matière de réduction de la pression anthropique. Certains pensent encore que nous y parvenir sans renoncer pour autant à la croissance grâce au « découplage » entre la croissance économique, mesurée par le PIB, et le *throughput*. Dans son livre paru en 2009 [*Prosperity Without Growth*], Tim Jackson examine cette possibilité dans le détail. Il trouve peu de signes de découplage absolu (la réduction de l'utilisation totale des ressources et de la production de déchets). Quant au découplage relatif (la réduction des ressources et des déchets par unité de PIB), s'il a en partie eu lieu, sa contribution à la réduction de la charge globale de l'économie a été compensée par la croissance économique. En sera-t-il toujours ainsi ? Il est aujourd'hui impossible de répondre à cette question. Cependant, nous savons que peu importe le taux de découplage relatif, son impact sur l'utilisation totale des ressources et sur la production de déchets sera de toute façon réduit par la croissance économique. Autrement dit, plus une économie se développera lentement, plus grande sera la contribution de son découplage relatif à la réduction absolue du *throughput*.

Il en découle que les pays riches doivent, de manière à la fois délibérée et réfléchie, réduire leur demande totale « environnementale », à travers la combinaison de mesures volontaires, fiscales et réglementaires. Ce type de décroissance ne devrait d'ailleurs même pas faire l'objet d'un débat. Si les économies pouvaient encore se développer à l'intérieur des limites planétaires, ce serait tant mieux, mais ce serait une erreur d'y compter là. Ce serait une erreur encore plus grande de poursuivre une croissance devenue non économique.

S'en sortir sans la croissance

D'ailleurs les économies avancées ont-elles vraiment besoin de la croissance économique, pour empêcher le chômage d'augmenter (quand la productivité du travail s'accroît), pour réduire la pauvreté et pour financer tous les investissements nécessaires à l'économie « verte » ? En d'autres termes, ne serait-il pas bien pire de s'exposer à une faible croissance, à une absence de croissance voire à une décroissance qu'à une croissance non économique ? J'ai examiné ce point en détail dans mon livre *Managing Without Growth* (2008), il s'agit de la question centrale de mes recherches en cours. En simulant plusieurs scénarios économiques pour le Canada, j'ai montré qu'il peut être possible de maintenir un niveau élevé d'emploi, de réduire la pauvreté et les émissions de gaz à effet de serre, et d'assainir le budget de l'Etat sans croissance économique.

Que les citoyens, les institutions publiques et privées puissent s'adapter sans encombre et sereinement à ce changement de circonstances demeure une question sans réponse. Mais l'autre voie, celle de la poursuite d'une croissance infinie dans une planète déjà surexploitée, constitue la garantie presque certaine de provoquer des soulèvements et de conduire à un grave échec.

Traduit de l'anglais par Stéphan Garnier.

L'institut Veblen pour les réformes économiques

Notre mission

L'Institut Veblen promeut la transition socio-écologique vers une économie plus soutenable et plus juste.



Il anime le programme IRE (Initiative internationale pour repenser l'économie), initié par la Fondation Charles Léopold Mayer en vue de faire émerger de nouvelles propositions dans le domaine de l'économie.

Les notes l'Institut Veblen

Publications hors commerce, les notes Veblen présentent les travaux de l'Institut et de ses partenaires. Suivez nos productions [en cliquant ici](#).

Publié sous Creative Commons 

Equipe exécutive

Wojtek Kalinowski
Aurore Lalucq

Conseil d'administration

Philippe Frémeaux (président)
James Galbraith (vice-président)
Patrick Hébert (trésorier)
Jérôme Blanc (secrétaire)

Nous contacter

Institut Veblen
38 rue St-Sabin
75011 Paris

France

Tel : + 33(0)1 43 14 75 75

Fax : + 33(0)1 43 14 75 99

E-mail : contact@veblen-institute.org

www.veblen-institute.org